

*Affaires courantes*

sans avoir besoin de l'assentiment des chefs de parti uniquement.

Quant aux déclarations d'une minute des députés, il faudrait prévoir plus de 15 minutes pour ces déclarations faites en vertu de l'article 31 du Règlement. Les députés doivent avoir plus de latitude pour pouvoir saisir la Chambre des préoccupations des habitants de leur circonscription. Je ne sais pas comment cela se passe dans les autres partis, mais je sais que dans le nôtre, il faut toujours faire la queue pour pouvoir saisir la Chambre d'une question car, malheureusement, les députés de ce côté-ci ne disposent que de 4 ou 5 minutes sur les 15 minutes qui sont allouées.

En conséquence, il faut prévoir plus de temps chaque jour, même si cela doit être à la fin de la journée, pour permettre aux députés d'avoir plus qu'une minute pour aborder ces questions. Par ailleurs, il faut aussi accorder plus d'importance à la réforme de la période des questions.

À mon avis, le gouvernement actuel ou la Chambre n'ont absolument pas réglé ces problèmes. Ils n'ont pas montré aux Canadiens ce qu'il en est de cette institution ni la meilleure façon de la réformer pour qu'elle soit le reflet de leurs valeurs et de leur vision du Canada.

Il est évident que, partout au Canada, et cela vaut aussi pour la circonscription de Haldimand—Norfolk, ce qui préoccupe surtout les Canadiens à l'heure actuelle, ce sont les pertes d'emplois et la récession. Je ne crois pas que la Chambre ou le gouvernement ait, au cours des dernières années, apaisé les inquiétudes des Canadiens.

Les Canadiens ont peur. Ils ont peur parce qu'ils n'ont pas d'emploi ou parce qu'ils n'arrivent pas à en dénicher un. Ils se demandent d'où viendra leur prochain repas, ou alors, s'ils ont un emploi, ils ont peur de le perdre. En fait, ils croient que la récession n'est peut-être pas finie. Ils reprochent aux députés, aussi bien ceux du parti ministériel que les autres, de n'avoir pas réussi à résoudre ce problème.

Un certain nombre d'habitants de ma circonscription m'ont dit ceci: «Vous êtes 296 députés là-bas. Ne pouvez-vous pas essayer ensemble de trouver une solution pour que nous surmontions cette période difficile? Ne pouvez-vous pas vous entendre au moins sur un seul projet afin d'aller de l'avant et de donner des emplois aux Canadiens?»

Évidemment, je leur dis que ce n'est pas aussi facile que cela. Les députés de l'opposition ont beaucoup de difficulté à convaincre un gouvernement majoritaire. Il

semble que le fait de nous attribuer une partie de la responsabilité ne produise pas non plus beaucoup de solutions. Je crois que, souvent, nous sommes tous à blâmer à la Chambre.

Certaines des questions que nous abordons ici ne semblent pas intéresser directement les habitants de nos circonscriptions. Ce que ces derniers veulent d'abord et avant tout, c'est que la Chambre prenne des mesures pour redonner du travail aux Canadiens. Je ne crois pas que, à titre de parlementaires, nous ayons réussi, au cours de la dernière session, à donner aux Canadiens une idée des mesures que nous pouvons prendre pour surmonter ce problème.

• (2200)

J'espère que, à la suite des prochaines élections et une fois qu'une nouvelle Chambre sera formée, il y aura un grand nombre de nouveaux députés. Le parti ministériel—évidemment, j'espère que ce sera le nôtre—pourra alors présenter les solutions et les idées que les Canadiens attendent.

Dans ma région, outre l'emploi et les possibilités offertes aux Canadiens pour suivre les études et les programmes de formation qui leur permettront de travailler, ce qui préoccupe bon nombre de mes électeurs, c'est la situation dans laquelle se trouve l'agriculture au Canada.

Ce n'est pas la première fois que j'aborde le dossier de l'agriculture. Évidemment, j'ai toujours soutenu que nos fermes étaient les plus productives et les plus dynamiques du monde et qu'elles fournissaient des produits alimentaires de qualité. Je suis convaincu que c'est également l'avis de tous les députés de la Chambre.

Malheureusement, ces dernières années, nous avons été témoins du déclin du secteur agricole au Canada. Nos agriculteurs pourraient relever de formidables défis au niveau mondial et ils sont assaillis de toutes parts. Nos secteurs assujettis à la gestion de l'offre ont été attaqués. Comme mon collègue l'a dit auparavant, les ministériels ne semblent pas résolus à mener ce combat jusqu'au bout.

Malheureusement, nous avons vu un gouvernement s'écraser au GATT, qui ne tenait pas mordicus au maintien des secteurs assujettis à la gestion de l'offre au Canada. Le gouvernement et, il n'y a pas si longtemps, le ministre de l'Agriculture, ainsi que les ministériels ont fait, ici et ailleurs, de bons discours qui ont été sans effet sur nos produits assujettis à la gestion de l'offre et ils ont affirmé que ces secteurs allaient être maintenus.